

VD.

ROYAUME DE BELGIQUE LEGISLATION - LEGISLATIEF 1 23-06-1988 <i>Gandemeulebroeke</i> Transmis à M. Gedeponeerd aan de H. ROYAUME DE BELGIQUE.
--

L. 18.613/2.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre communautaire de la Jeunesse, des Sports, de la Formation des adultes et des Affaires sociales, le 2 juin 1988, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de décret "portant sur l'organisation de la formation professionnelle en Communauté germanophone", a donné le 8 juin 1988 l'avis suivant :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat, section de législation, doit se borner à faire les observations suivantes :

OBSERVATION GENERALE.

La conclusion d'un contrat de gestion est prévue entre l'Exécutif de la Communauté germanophone et le comité de gestion de l'organisme d'intérêt public créé par le Conseil de la Région wallonne en vue de la politique de l'emploi.

Le recours à un contrat de gestion (sous réserve de ce qui sera dit ultérieurement sur cette notion) constitue un procédé de tutelle qui n'est pas prévu par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

La jurisprudence de la Cour d'arbitrage permet de penser que la Communauté germanophone a la liberté de soumettre l'organisme auquel elle transfère des attributions en matière de formation professionnelle à des règles administratives et de gestion particulières, pour autant que ces règles ne fassent pas obstacle à ce que l'organisme reste effectivement soumis aux contrôles administratif, financier et budgétaire établis par la loi du 16 mars 1954 que l'article 5 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles impose à la Communauté de respecter.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.Intitulé.

Dans l'intitulé, il y a lieu d'omettre les mots "en communauté germanophone".

Le second intitulé "La formation professionnelle en communauté germanophone" doit être omis.

Arrêté de présentation.

L'avant-projet en est dépourvu.

Le texte suivant est proposé :

"L'Exécutif de la Communauté germanophone,

Sur la proposition du Ministre communautaire de la Jeunesse, du Sport, de la Formation des adultes et des Affaires sociales,

ARRETE :

Le Ministre communautaire de la Jeunesse, du sport, de la Formation des adultes et des Affaires sociales est chargé de présenter au conseil de la Communauté germanophone le projet de décret dont la teneur suit ...".

.../...

Dispositif.

Il est proposé de diviser le texte en deux chapitres.

Le premier, qui comprendrait les articles 1, 2, 3 et 4, serait intitulé :

"Chapitre Ier. Attribution des missions de formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne".

Le second, qui comprendrait les autres articles, serait intitulé :

"Chapitre II. Gestion et compétence consultative de l'organisme".

Article 1er.

I. A l'alinéa 1er, les mots "l'article 4, 16°, de la loi du 8 août 1980 et transférées à la Communauté germanophone par la loi du 31 décembre 1983 - Titre II, article 4, § 1er, à l'exclusion de celles qui sont assurées par la formation permanente des classes moyennes conformément à l'arrêté royal du 4 octobre 1976" doivent être remplacés par les mots : "l'article 4, 16°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles rendu applicable à la Communauté germanophone par l'article 4, § 1er, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, à l'exclusion des compétences pour la formation permanente des classes moyennes".

.../...

II. Au même alinéa 1er, il est inadéquat de préciser que la formation permanente des classes moyennes est réglée par l'arrêté royal du 4 octobre 1976 qui pourrait être ultérieurement modifié ou abrogé par un arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Les mots " ... conformément à l'arrêté royal du 4 octobre 1976" doivent donc être omis.

Si les auteurs du projet souhaitent maintenir cette précision, il est préférable de la mentionner dans l'exposé des motifs.

III. A l'alinéa 2, les mots "loi du 28 décembre 1984" doivent être suivis de l'intitulé de la loi ("portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public").

Article 2.

"1. La notion de "contrat de gestion" est utilisée dans un sens qui dénature la notion de convention. La convention, en effet, est conclue à la suite d'un accord librement donné par deux personnes qui n'entendent pas modifier cet accord si ce n'est de leur volonté commune.

.../...

Or, en l'espèce, l'article 3, alinéa 1er, 4, prévoit que c'est l'Exécutif qui, s'il l'estime nécessaire, décide de recourir à la procédure d'adaptation prévue dans le contrat. D'autre part, l'alinéa 2 du même article prévoit que, à défaut de contrat, l'Exécutif peut exercer les attributions du comité de gestion de l'organisme.

Pour ces raisons, il faut remplacer les mots "contrat de gestion" par les mots "plan de gestion" et adapter l'exposé des motifs en y utilisant la même terminologie".

La même observation vaut pour les autres articles du projet dans lesquels il est question de "contrat de gestion", spécialement les articles 3 et 5.

Article 3.

A l'alinéa 1er, 4., il y a lieu d'écrire :

"4. le processus d'adaptation éventuelle du plan de gestion" (la suite comme au projet).

A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "l'Office" et "l'Office de la Région wallonne" par les mots : "organisme d'intérêt public créé par la Région wallonne".

Compte tenu de cette observation, l'alinéa 2 de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Le plan de gestion doit être établi en concertation avec l'organisme d'intérêt public créé par la Région wallonne au moment où l'Exécutif approuve le budget de la première année qu'il couvre. Si le plan de gestion n'a pas pu être établi, l'Exécutif exerce lui-même les attributions en matière de formation professionnelle".

Le troisième alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"L'Exécutif détermine la procédure d'élaboration du plan de gestion ainsi que la procédure de son adaptation et les moyens financiers nécessaires à cet effet".

Article 4.

Le texte suivant est proposé :

"L'Exécutif ne peut confier les tâches en matière de formation professionnelle, définies à l'article 1er, à un organisme d'intérêt public créé par la Région wallonne que si un service subrégional de l'emploi propre à la région de langue allemande, est organisé.

En outre, les statuts de l'organisme d'intérêt public doivent prévoir :

1. ...

2. ... (la suite comme au projet)

3. ...

4. ...".

.../...

Compte tenu de l'observation qui sera faite au sujet de l'article 6 du projet, le texte du point 5 serait mieux rédigé comme suit :

"5. la présence de deux commissaires désignés par l'Exécutif pour exercer le contrôle prévu par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public".

Article 5.

L'article 5 en projet suppose l'existence d'un texte semblable dans le décret que le Conseil de la Région wallonne adoptera.

Au 1. de l'article en projet, il y a lieu d'écrire :

"1. de la nomination du président et des membres du comité de gestion;".

Au 6. de l'article en projet, le texte suivant est proposé :

"6. de la fixation du statut et du cadre du personnel de l'organisme ainsi que de la détermination du personnel nécessaire au fonctionnement du service subrégional de l'emploi;".

Au 8., compte tenu de l'observation faite antérieurement, il vaut mieux écrire :

.../...

"8. de la concertation préalable au plan de gestion".

Article 6.

L'article 6 en projet dispose :

"Les commissaires visés à l'article 4, 5°, sont nommés par le ministre compétent en matière de formation professionnelle".

Conformément à l'article 13, §§ 3 et 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, rendue applicable à la Communauté germanophone par l'article 5 de la loi du 31 décembre 1983, "les dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public sont applicables aux organismes d'intérêt public qui dépendent de la Communauté ou de la Région".

En vertu de l'article 9 de cette loi, § 1er, le contrôle sur les organismes de catégorie B est exercé par un ou plusieurs commissaires du gouvernement nommés par le Roi sur présentation du ministre compétent.

Compte tenu des dispositions de l'article 13, § 5, les attributions que fixe cette loi sont exercées, selon le cas, par la Communauté ou la Région.

Il faut en déduire que c'est à l'Exécutif de la Communauté germanophone que revient le soin de désigner les commissaires de l'exécutif auprès de l'organisme d'intérêt public et ce sur présentation des ministres ayant la formation professionnelle dans leurs attributions.

.../...

Il serait plus simple que le texte de cet article 6 soit intégré dans l'article 4, 5.; la rédaction de cet article 4, 5., a été proposée en tenant compte de cette observation. L'article 6 étant omis, l'article 7 devient l'article 6.

Article 7 (devenant l'article 6).

Au deuxième alinéa de l'article 7 en projet, il y a lieu de remplacer les mots "dont débat le Conseil" par les mots "dont est saisi le Conseil".

Article 8 (devenant l'article 7).

A l'alinéa 3 de l'article 8 en projet, il y a lieu de remplacer les mots "dix jours entiers" par les mots : "dix jours ouvrables".

Article 9 (devenant l'article 8).

1. En ce qui concerne l'article 9 en projet, il est fait référence à l'observation générale, selon laquelle les dispositions du projet doivent être compatibles avec celles de la loi du 16 mars 1954, et notamment avec son article 23 qui organise la tutelle de substitution.

2. L'article 9 en projet s'écarte sur un point de cette disposition : il ne donne pas à l'Exécutif le pouvoir de substituer sa décision à celle du comité de gestion lorsque l'Exécutif ne se rallie pas à la décision prise par cet organisme.

.../...

Il y aurait donc lieu de mettre l'article 9 en projet en concordance avec cette observation.

3. A l'alinéa 1er de l'article 9 en projet, la partie de la phrase suivant les mots "vorgesehene Handlung durchzuführen" serait mieux rédigée comme suit :

"(...) kann sie durch die Exekutive ersetzt werden, nachdem die Exekutive sie dazu aufgefordert hat, die notwendigen Massnahmen zu ergreifen oder die notwendigen Handlungen durchzuführen, und zwar innerhalb einer durch die Exekutive festgelegten Frist, die mindestens acht Tage beträgt".

L'article 21, alinéa 2, de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public, de sécurité sociale et de prévoyance sociale prévoit la mise en oeuvre de la substitution de décision lorsqu'une mission ou un acte ne peuvent pas être exécutés parce que "le président constate qu'à deux séances et sur le même point, aucune majorité ne se fait lors des votes".

L'article 9 ne contient pas la règle qui vient d'être énoncée et qui est différente de celle inscrite dans l'alinéa 4, 2°, de l'article en projet. Par ailleurs, l'alinéa 2 du texte français n'existe pas dans les textes allemand et néerlandais.

Il y a lieu de supprimer cet alinéa 2 et de le remplacer par l'alinéa suivant :

"Il en est notamment ainsi lorsque la mesure ne peut être prise ou que l'acte ne peut être accompli parce que le président constate qu'à deux séances, et sur le même point, aucune majorité ne se fait lors des votes".

.../...

Dans les textes allemand et néerlandais, ce texte doit être inséré entre le premier et le deuxième alinéa de l'article en projet.

Enfin, il y aurait lieu de remplacer, dans l'alinéa 1er, les mots "contrat de gestion" par les mots "plan de gestion" et, dans l'alinéa 3, les mots "pour la conclusion du contrat de gestion" par les mots "pour l'établissement du plan de gestion".

Contreseing.

Il faut prévoir également la signature du projet par le président de l'Exécutif, conformément à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 3 décembre 1986 réglant la signature des arrêtés de l'Exécutif.

La chambre était composée de

Messieurs :	J.-J. STRYCKMANS,	président de chambre,
	R. ANDERSEN,	conseillers d'Etat,
	J.-C. GEUS,	
	F. RIGAUX,	assesseurs de la
	F. DELPEREE,	section de législation,
Madame :	J. GIELISSEN,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. Y. KREINS, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRESIDENT,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.

SW.

- 1 -

L. 18.613/2.

NOUVEAU TEXTE

„
ÜBERSETZUNG.

„
KONIGREICH BELGIEN.

GUTACHTEN DES STAATSRATES.

STAATSRAT - N. O. V. M. STATE LEGE. N. O. V. M. - KONIGREICH 1
23-06-1988
Transmis à M. Hanotiau Oorgemacht aan de H.

Der STAATSRAT, Gesetzgebungsabteilung, Zweite Kammer, der am 2. Juni 1988 von dem Gemeinschaftsminister für Jugend und Sport, Erwachsenenbildung und Soziales gebeten wurde, innerhalb einer Frist von höchstens drei Tagen ein Gutachten über einen Entwurf eines Dekrets "über die Organisation der Berufsausbildung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft" abzugeben, hat am 8. Juni 1988 folgendes Gutachten abgegeben :

Innerhalb der kurzen Frist, die ihm eingeräumt wird, muss der Staatsrat, Gesetzgebungsabteilung, sich auf folgende Bemerkungen beschränken :

ALLGEMEINE BEMERKUNG.

Es wird zwischen der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem geschäftsführenden Ausschuss der von dem Wallonischen Regionalrat im Hinblick auf die Beschäftigungspolitik geschaffenen Einrichtung öffentlichen Interesses der Abschluss eines Vertrags über die Geschäftsführung vorgesehen.

Die Einführung eines Geschäftsführungsvertrages (vorbehaltlich dessen, was nachstehend über diesen Begriff gesagt wird) ist ein Aufsichtsverfahren, das durch das Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses nicht vorgesehen wird.

Aufgrund der Rechtsprechung des Schiedsgerichtshofes darf man denken, dass es der Deutschsprachigen Gemeinschaft freisteht, die Einrichtung, der sie Befugnisse auf dem Gebiet der Berufsausbildung überträgt, besonderen Verwaltungs- und Geschäftsführungsregeln zu unterwerfen, insofern diese Regeln nicht verhindern, dass die Einrichtung weiterhin den Verwaltungs-, Finanz- und Haushaltskontrollen tatsächlich unterliegt, die durch das Gesetz vom 16. März 1954, das die Gemeinschaft aufgrund von Artikel 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft einzuhalten hat, festgelegt wurden.

.../...

UNTERSUCHUNG DES TEXTES.Titel.

In dem Titel sind die Worte "in der Deutschsprachigen Gemeinschaft" auszulassen.

Der zweite Titel "Die Berufsausbildung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft" muss gestrichen werden.

Vorlegungserlass.

Dieser Erlass fehlt im Vorentwurf.

Folgender Text wird vorgeschlagen :

"Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Auf Vorschlag des Gemeinschaftsministers für Jugend und Sport, Erwachsenenbildung und Soziales,

BESCHLIESST :

Der Gemeinschaftsminister für Jugend und Sport, Erwachsenenbildung und Soziales wird damit beauftragt, dem Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Dekretentwurf mit folgendem Wortlaut vorzulegen : ...".

.../...

Verfügender Teil.

Es wird vorgeschlagen, den Text in zwei Kapitel aufzuteilen.

Das erste Kapitel, das die Artikel 1, 2, 3 und 4 enthalten würde, wäre wie folgt betitelt :

"Kapitel I. Vergabe der Aufgaben der Berufsausbildung an eine durch die Wallonische Region geschaffene Einrichtung".

Das zweite Kapitel, das die anderen Artikel enthalten würde, wäre wie folgt betitelt :

"Kapitel II. Geschäftsführung und beratende Zuständigkeit der Einrichtung".

Artikel 1.

I. In Absatz 1 sind die Worte "die in Artikel 4, 16°, des Gesetzes vom 8. August 1980 definiert werden und der Deutschsprachigen Gemeinschaft durch Gesetz vom 31. Dezember 1983 - Titel II, Artikel 4 § 1 übertragen wurden, anvertrauen, mit Ausnahme derjenigen, die entsprechend dem Königlichen Erlass vom 4. Oktober 1976 von der Ständigen Weiterbildung des Mittelstandes wahrgenommen werden" durch die Worte "anvertrauen, die in dem durch Artikel 4, § 1, des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft für auf die Deutschsprachige Gemeinschaft anwendbar erklärten Artikel 4, 16°, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen definiert werden, mit Ausnahme der Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Ständigen Weiterbildung des Mittelstandes" zu ersetzen.

.../...

II. In demselben Absatz 1 ist es nicht angebracht zu präzisieren, dass die ständige Weiterbildung des Mittelstandes durch den königlichen Erlass vom 4. Oktober 1976 geregelt wird, da dieser Erlass später durch einen Erlass der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft geändert oder aufgehoben werden könnte.

Die Worte "entsprechend dem Königlichen Erlass vom 4. Oktober 1976" sind demzufolge auszulassen.

Wünschen die Verfasser des Entwurfs diese Präzision beizubehalten, so wäre es besser, dass sie sie in die Begründung aufnehmen.

III. In Absatz 2 muss nach den Worten "Gesetzes vom 28. Dezember 1984" der Titel dieses Gesetzes ("zur Abschaffung oder Neustrukturierung gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses") eingefügt werden.

Artikel 2.

Der Begriff "Vertrag über die Geschäftsführung" hat eine Bedeutung, die den Begriff "Vertrag" verfälscht. Ein Vertrag wird nämlich im Anschluss an eine freiwillige Vereinbarung zwischen zwei Personen abgeschlossen, die nicht beabsichtigen, diese Vereinbarung zu ändern, es sei denn in beiderseitigem Einverständnis.

Im vorliegenden Fall sieht aber Artikel 3, Absatz 1, 4, vor, dass es die Exekutive ist, die, wenn sie es für notwendig hält, beschliesst, auf das in dem Vertrag vorgesehene Anpassungsverfahren zurückzugreifen. Andererseits sieht Absatz 2 desselben Artikels vor, dass in Ermangelung eines Vertrages die Exekutive die Befugnisse des geschäftsführenden Ausschusses ausüben darf.

.../...

Aus diesen Gründen sind die Worte "Vertrag über die Geschäftsführung" durch das Wort "Geschäftsführungsplan" zu ersetzen und muss die Begründung angepasst werden, indem dort die gleiche Terminologie benutzt wird.

Die gleiche Bemerkung gilt für die anderen Artikel des Entwurfs, in denen von "Vertrag über die Geschäftsführung" die Rede ist, insbesondere für die Artikel 3 und 5.

Artikel 3.

In Absatz 1, 4., muss es heissen :

"4. das Verfahren zur eventuellen Anpassung des Geschäftsführungsplans ...
(weiter wie im Entwurf)".

In Absatz 2 sind die Worte "dem Amt" und "des Amtes der Wallonischen Region" durch die Worte "der von der Wallonischen Region geschaffenen Einrichtung öffentlichen Interesses" zu ersetzen.

Unter Berücksichtigung dieser Bemerkung wäre Absatz 2 des Artikels 3 besser wie folgt abgefasst :

"Der Geschäftsführungsplan muss in Zusammenarbeit mit der von der Wallonischen Region geschaffenen Einrichtung öffentlichen Interesses zu dem Zeitpunkt aufgestellt worden sein, an dem die Exekutive den Haushalt des ersten Jahres, das er deckt, gebilligt hat. Falls der Geschäftsführungsplan nicht aufgestellt werden konnte, übt die Exekutive die Befugnisse in bezug auf die Berufsausbildung selbst aus".

.../...

Der dritte Absatz wäre besser wie folgt formuliert :

"Die Exekutive bestimmt das Verfahren zur Ausarbeitung des Geschäftsführungsplans sowie sein Anpassungsverfahren und die dazu nötigen Finanzmittel".

Artikel 4.

Folgender Text wird vorgeschlagen :

"Die Exekutive darf die Berufsausbildungsaufgaben, die in Artikel 1 definiert wurden, nur dann einer von der Wallonischen Region geschaffenen Einrichtung öffentlichen Interesses anvertrauen, wenn eine dem deutschsprachigen Gebiet eigene subregionale Arbeitsbeschaffungsdienststelle eingerichtet wird.

Ausserdem muss die Satzung der Einrichtung öffentlichen Interesses das folgende vorsehen :

1. ...

2. ... (der Rest wie im Entwurf)

3. ...

4. ...".

.../...

Unter Berücksichtigung der nachstehenden Bemerkung in
bezug auf Artikel 6 des Entwurfs wäre Punkt 5 besser wie folgt formuliert :

"5. die Anwesenheit von zwei Kommissaren, die von der Exekutive bestimmt werden, um die durch das Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehene Kontrolle auszuüben".

Artikel 5.

Artikel 5 des Entwurfs setzt das Bestehen eines ähnlichen Textes im Dekret, das der Rat der Wallonischen Region verabschieden wird, voraus.

Unter Punkt 1 des entworfenen Artikels schreibe man :

"1. die Ernennung des Präsidenten und der Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses;"

Für Punkt 6 des entworfenen Artikels wird folgender Text vorgeschlagen :

"6. die Festlegung des Statuts und des Stellenplans der Einrichtung sowie die Bestimmung des für das Funktionieren der subregionalen Arbeitsbeschaffungsdienststelle notwendigen Personals;"

Unter Punkt 8 schreibe man unter Berücksichtigung der obenstehenden Bemerkung :

"8. die dem Geschäftsführungsplan vorausgehende Konzertierung".

.../...

Artikel 6.

Artikel 6 des Entwurfes bestimmt :

"Die in Artikel 4, 5°, angesprochenen Kommissare werden durch den Minister, zuständig für Berufsausbildung, ernannt".

Gemäss Artikel 13, §§ 3 und 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, der durch Artikel 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 für auf die deutschsprachige Gemeinschaft anwendbar erklärt wurde, "(finden) die Bestimmungen des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses (...) Anwendung auf die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von einer Gemeinschaft oder Region abhängen".

Kraft Artikel 9, § 1, dieses Gesetzes vom 16. März 1954, wird die Kontrolle der Einrichtungen der Kategorie B von einem oder mehreren Regierungskommissaren ausgeübt, die von dem König auf Vorschlag des zuständigen Ministers ernannt werden.

Unter Berücksichtigung der Bestimmung von Artikel 13, § 5, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 werden die durch dieses Gesetz festgelegten Zuständigkeiten entsprechend dem jeweiligen Fall durch die Gemeinschaft oder die Region wahrgenommen.

Daraus ist zu folgern, dass es der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zusteht, die Kommissare der Exekutive bei der Einrichtung öffentlichen Interesses auf Vorschlag der Minister, die für Berufsausbildung zuständig sind, zu bestimmen.

.../...

Es wäre einfacher, wenn der Text von Artikel 6 in Artikel 4, 5., aufgenommen wäre; die Abfassung dieses Artikels 4, 5., wurde unter Berücksichtigung dieser Bemerkung vorgeschlagen. Da Artikel 6 demzufolge auszulassen ist, wird Artikel 7 Artikel 6.

Artikel 7 (der Artikel 6 wird).

In Absatz 2 von Artikel 7 des Entwurfs ersetze man die Worte "die der Gemeinschaftsrat behandelt" durch die Worte "die dem Gemeinschaftsrat vorgelegt werden".

Artikel 8 (der Artikel 7 wird).

In Absatz 3 von Artikel 8 des Entwurfs ersetze man die Worte "zehn volle Tage" durch die Worte "zehn Arbeitstage".

Artikel 9 (der Artikel 8 wird).

1. Was Artikel 9 des Entwurfs betrifft, wird auf die allgemeine Bemerkung hingewiesen, der zufolge die Bestimmungen des Entwurfes mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 16. März 1954 und insbesondere mit dessen Artikel 23, der die Ersetzungsaufsicht organisiert, vereinbar sein müssen.

2. Artikel 9 des Entwurfs weicht von dieser Bestimmung in einem Punkt ab : er ermächtigt die Exekutive nicht, die Entscheidung des geschäftsführenden Ausschusses durch ihre eigene zu ersetzen, wenn die Exekutive sich der Entscheidung dieser Einrichtung nicht anschliesst.

Artikel 9 des Entwurfs wäre daher mit dieser Bemerkung in Übereinstimmung zu bringen.

.../...

3. In Absatz 1 von Artikel 9 des Entwurfs wäre der Satzteil nach den Worten "vorgesehene Handlung durchzuführen" besser wie folgt abgefasst :

"(...) kann sie durch die Exekutive ersetzt werden, nachdem die Exekutive sie dazu aufgefordert hat, die notwendigen Massnahmen zu ergreifen oder die notwendigen Handlungen durchzuführen, und zwar innerhalb einer durch die Exekutive festgelegten Frist, die mindestens acht Tage beträgt".

Artikel 21, Absatz 2, des Gesetzes vom 25. April 1963 über die Geschäftsführung der Einrichtungen öffentlichen Interesses für soziale Sicherheit und Sozialfürsorge sieht den Einsatz des Entscheidungersetzungsverfahrens vor, wenn ein Auftrag oder eine Handlung aus dem Grunde nicht ausgeführt werden können, weil "der Präsident feststellt, dass während zweier Sitzungen und für denselben Punkt bei der Abstimmung keine Mehrheit erreicht wurde".

Artikel 9 enthält die Regel nicht, die soeben formuliert wurde und sich von der in Absatz 4, 2°, des entworfenen Artikels vorgesehenen Regel unterscheidet. Im übrigen gibt es in der deutschen und in der niederländischen Fassung keine Bestimmung, die dem zweiten Absatz der französischen Fassung entspricht.

Dieser Absatz 2 ist zu streichen und durch folgenden Absatz zu ersetzen :

.../...

"Das ist insbesondere dann der Fall, wenn die Massnahme oder die Handlung aus dem Grunde nicht ergriffen bzw. ausgeführt werden kann, weil der Präsident feststellt, dass während zweier Sitzungen und für denselben Punkt bei der Abstimmung keine Mehrheit erreicht wurde".

In der deutschen und in der niederländischen Fassung muss dieser Text zwischen dem ersten und dem zweiten Absatz des entworfenen Artikels eingefügt werden.

Schliesslich sind in Absatz 1 die Worte "Vertrag über die Geschäftsführung" durch die Worte "Geschäftsführungsplan" und in Absatz 3 die Worte "zum Abschluss des Vertrages über die Geschäftsführung" durch die Worte "zur Aufstellung des Geschäftsführungsplans" zu ersetzen.

Gegenzeichnung.

Gemäss dem Erlass der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 3. Dezember 1986 zur Regelung der Unterzeichnung der Erlasse der Exekutive muss der Entwurf ebenfalls von dem Vorsitzenden der Exekutive unterzeichnet werden.

Die Kammer setzte sich zusammen aus

den Herren	:	J.-J. STRYCKMANS,	Kammervorsitzender,
		R. ANDERSEN,	Staatsräte,
		J.-C. GEUS,	
		F. RIGAUX,	Beisitzer der
		F. DELPEREE,	Gesetzgebungsabteilung,
Frau	:	J. GIELISSEN,	Stellvertretender Kanzler.

Der Bericht wurde von Herrn Y. KREINS, Auditor, vorgelegt.

DER KANZLER,

DER VORSITZENDE,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.

Das Gutachten wurde unter der Aufsicht von Herrn Y. KREINS, Auditor, übersetzt.

DER HAUPTKANZLER,

G. SCHOETERS.